

SOMMAIRE

I. SYMPTÔMES

Enthousiasme et suspicion :	
le paradoxe de la démocratie	11
Crise de la légitimité : l'effritement du soutien....	16
Crise de l'efficacité :	
l'effritement de la capacité d'action	21

II. DIAGNOSTICS

C'est la faute des hommes politiques :	
le diagnostic du populisme	29
C'est la faute de la démocratie :	
le diagnostic de la technocratie.....	33
C'est la faute de la démocratie représentative :	
le diagnostic de la démocratie directe.....	37
C'est la faute de la démocratie représentative élective : un nouveau diagnostic.....	50

III. PATHOGENÈSE

Une procédure démocratique :	
le tirage au sort (Antiquité et Renaissance)	73
Une procédure aristocratique :	
les élections (XVIII ^e siècle).....	95
La démocratisation des élections (XIX ^e et XX ^e siècles)	109

IV. REMÈDES

Le retour en force du tirage au sort : la démocratie délibérative (fin du xx ^e siècle) ..	123
Le renouveau démocratique dans la pratique (2004-2013)	133
Le renouveau démocratique dans l'avenir : des assemblées tirées au sort.....	150
Esquisse d'une démocratie basée sur le tirage au sort.....	159
Plaidoyer provisoire en faveur d'un système bireprésentatif	173
 CONCLUSION.....	 187
 Remerciements.....	 191
Bibliographie.....	197
Notes	205

CONCLUSION

Nous sommes en train de détruire notre démocratie en la limitant aux élections, et ce, alors que ces mêmes élections n'ont jamais été conçues comme un instrument démocratique. Voilà, en une seule phrase, l'argumentation que j'ai développée dans les trois premiers chapitres de cet essai. Dans le quatrième, j'ai examiné comment le tirage au sort, procédure historiquement beaucoup plus démocratique, pourrait être réintroduit de nos jours.

Et si rien ne changeait ? Et si les gouvernements, les partis et les personnalités politiques disaient : "Le tirage au sort, c'est bien beau, mais n'avons-nous pas déjà fait beaucoup de choses pour le citoyen ces dernières années ? N'avons-nous pas déjà inventé toute une série d'instruments nouveaux ?" C'est vrai. Le citoyen qui a à se plaindre peut s'adresser, dans un nombre croissant de pays, à un médiateur. Celui qui a une opinion peut l'exprimer de temps à autre grâce à un référendum. Celui qui a réuni un nombre suffisant de signatures peut mettre un sujet à l'ordre du jour, sous forme d'"initiative citoyenne". Ce sont autant de formes de participation qui n'existaient pas autrefois, lorsque les pouvoirs publics dialoguaient

essentiellement avec des syndicats, des conseils, des commissions et avec eux-mêmes.

Ces nouveaux instruments ont leur valeur, surtout à présent que les organisations représentatives de la société civile ont perdu de leur pouvoir d'influence. Mais ils sont encore notoirement insuffisants. L'initiative citoyenne dépose les besoins du peuple sur le seuil du législateur, comme s'il s'agissait de bouteilles de lait. Elle ne va pas plus loin. Le référendum permet au peuple de s'emparer d'un projet de loi déjà tout constitué qu'on lui tend par la fenêtre. Pas avant. C'est alors seulement qu'il peut se jeter sur lui avec rage. Les entretiens avec le médiateur, quant à eux, se déroulent au jardin : loin du processus législatif. Pas plus près. (Le médiateur est, pour ainsi dire, le jardinier des pouvoirs publics : il taille une petite bavette avec les voisins et prête l'oreille à leurs tracas.)

De nouveaux instruments, certes, mais qui continuent à tenir le citoyen soigneusement à l'écart. Portes et fenêtres de la maison législative restent barricadées. Personne ne peut s'y introduire, pas même par la chatière. À la lumière de la crise actuelle, on est en droit de s'étonner d'une telle agoraphobie. On dirait que la politique s'est retranchée derrière les murs de son château et épie craintivement, cachée derrière ses rideaux, le tumulte de la rue. Ce n'est pas la meilleure attitude : elle ne fait qu'exciter davantage encore l'agitation.

Sans une réforme drastique, ce système n'en a plus pour longtemps. Quand on voit la montée de l'abstentionnisme, la désertion des militants et le

mépris qui frappe les politiciens, quand on voit la difficile gestation des gouvernements, leur manque d'efficacité et la dureté de la "correction" infligée par l'électeur à l'issue de leur mandat, quand on voit la rapidité du succès du populisme, de la technocratie et de l'antiparlementarisme, quand on voit le nombre croissant de citoyens qui aspirent à plus de participation, et la vitesse à laquelle cette aspiration peut se muer en frustration, on se dit : il est moins une. Notre temps est compté.

C'est très simple : ou bien la politique ouvre toutes grandes les portes, ou bien celles-ci ne tarderont pas à être enfoncées par des citoyens en colère qui, tout en scandant des slogans comme "*No taxation without participation!*", réduiront en miettes le mobilier de la démocratie, décrocheront le lustre du pouvoir et l'emporteront dans la rue.

Ce n'est malheureusement pas une fiction. Au moment où je termine ce livre, l'ONG Transparency International publie son *Global Corruption Barometer*. Les résultats sont tout simplement choquants. Dans le monde entier, les partis politiques sont rangés parmi les institutions les plus corrompues de la planète. Dans pratiquement toutes les démocraties occidentales, ils sont numéro un au palmarès de la corruption. Les chiffres de l'Union européenne sont absolument dramatiques.

Combien de temps cela peut-il encore durer ? C'est une situation intenable. Si j'étais homme politique, je ne dormirais pas bien. Le démocrate passionné que je suis a déjà du mal à fermer l'œil. C'est

une bombe à retardement. Pour l'instant, le calme semble régner, mais c'est le calme avant la tempête. C'est le calme de 1850, quand la mèche de la question ouvrière fumait, mais n'avait pas encore mis le feu aux poudres. C'est le calme qui précède une longue période de forte instabilité. À l'époque, la grande question, c'était le droit de vote ; aujourd'hui, c'est le droit d'expression. Mais au fond, c'est le même combat : c'est le combat pour sortir de la curatelle politique, pour la participation démocratique. Nous devons décoloniser la démocratie. Nous devons démocratiser la démocratie.

Encore une fois : qu'attendons-nous ?